

Conseil Départemental : le débat d'orientation budgétaire 2020 voté à l'unanimité



Conseil Départemental : le débat d'orientation budgétaire 2020 voté à l'unanimité

C'est sous la présidence de Philippe Martin que s'est tenu, vendredi 14 février, en matinée, le débat d'orientations budgétaires 2020. Une session où le président en ouverture a dévoilé les grandes caractéristiques « autour d'une trajectoire budgétaire durable, celle qui doit nous permettre de consolider et de pérenniser nos finances sans pour autant obérer notre capacité à mener à bien les transitions et les projets dont le Gers a besoin ».

Philippe Martin évoque la difficulté « de maintenir le cap dans un environnement budgétaire toujours aussi défavorable et marqué par deux contraintes supplémentaires, imposées par le gouvernement, la disparition du seul impôt que nous percevions et l'encadrement strict de nos dépenses de fonctionnement ». Et de rappeler « qu'en 2020, ce sont une fois encore les dépenses sociales, évaluées à 135 millions d'euros qui constitueront notre principal défi ». La progression des dépenses de fonctionnement n'excédera pas 1,2 %.

Quant aux dépenses d'investissement, celles-ci augmenteront de plus de 10 % pour atteindre 30 millions d'euros soit 3 millions de plus que l'an dernier. Ces crédits d'investissement seront principalement affectés pour les routes, les collèges, l'aide aux communes et aux intercommunalités.

Quant à la dette, après une baisse d'un million d'euros, l'an dernier, celle-ci va à nouveau diminuer de deux millions d'euros pour 2020. D'autre part, « au moment où le pouvoir d'achat est au cœur des préoccupations de nombreuses familles modestes, le Conseil Départemental pour la 4e année consécutive n'augmentera pas les impôts avec un taux de foncier bâti inchangé ».

En cours de séance, les Conseillers Départementaux ont voté un vœu de soutien à la filière Vin et Eau-de-vie de vin en regard de la décision des États-Unis de taxer les vins tranquilles français à hauteur de 25 % de leur valeur. Il s'agit d'une mesure de rétorsions commerciales des USA dans l'affaire des subventions illégales accordées au groupe Airbus, notamment par la France.



P1650171.JPG